

MÉDIAS ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE



Les médias du Nord et la coopération : le devoir de solidarité? les dangers du paternalisme
Textes réunis sous la direction de Florian Sauvageau



3

Octobre 1994
4,95 \$

Iran: des médias qui tuent

Hélène Kafi



«...l'instauration de Radio-Sarajevo, sous l'égide de Radio-Téhéran, fait craindre le pire.»

En République islamique d'Iran, le ministère de l'Information désigne les Services secrets, les Renseignements. L'officine tutrice de la culture et des médias est dénommée, elle, ministère de l'Orientation islamique. Ainsi en a décidé l'Imam, qui dès son arrivée à Téhéran (en février 1979) déclare la guerre à la liberté d'expression: «Briser donc les plumes de ces plumitifs libéraux et anti-islamiques. Nous ne sommes plus menacés par la pointe des mitraillettes, mais par celle des plumes». Films anti-islamiques et ondes subversives ne seront plus tolérés par le Guide. Asseoir le pouvoir islamique en Iran, l'exporter en vue d'une Internationale islamique constituent depuis toujours l'enjeu du khomeynisme, sa raison d'être.

La constitution de la République islamique stipule la subordination absolue des médias étatiques – radio, télévision et quatre grands quotidiens – au Guide suprême, qui en fera un des piliers de la stratégie intégriste. Dans les premiers mois de la révolution, des dizaines de journaux dont plusieurs organes de presse des partis de gauche sont interdits, des centaines de journalistes licenciés, plusieurs emprisonnés et certains exécutés. Bâillonnés, neutralisés, domestiqués, les médias sont, dès août 1979, mis au pas, au service des visées khomeynistes.

La «Révolution culturelle» d'avril 1980

La fermeture des universités et l'instauration de la dictature du parti unique et populiste du Hezbollah, le *parti de Dieu*, annoncent l'islamisation forcenée de la société sous couvert de révolution culturelle. Dans les médias, scribouillards engagés, réalisateurs et présentateurs zélés, en deviennent le fer de lance à l'échelle nationale. Leur mission sacrée: imposer les *valeurs révolutionnaires islamiques*. Intimidations, menaces, délations sont encouragées au nom d'une certaine *déontologie journalistique*. Le «peuple hezbollah» vit en direct arrestations et exécutions sommaires d'anciens responsables ou la prise de l'ambassade des États-Unis le 4 novembre 1979.

Mieux, il est appelé à la rescousse pour les autodafés et lors des affrontements sanglants opposant *journalistes engagés* et *vermines contre-révolutionnaires*. Terrifier pour mieux islamiser devient la règle d'or. Par médias interposés, chants religieux, discours révolutionnaires, lecture coranique, directives de l'Imam sont injectés quotidiennement dans les veines du pays. Une législation draconienne et coercitive en matière d'importation et d'utilisation d'appareils électroniques assure l'entier contrôle de l'État sur l'information dans un pays hermétiquement fermé et coupé du monde. L'Iran est livré à la psychose.

En septembre 1980 débute la guerre Iran-Irak, abusivement transformée par Khomeyni en Jihad, car selon le Coran, une «guerre sainte» ne peut exister entre peuples musulmans. Les médias ont la double mission de maintenir l'atmosphère de terreur et d'attiser la politique guerrière jusqu'au-boutiste de Khomeyni. «Guerre totale jusqu'à la conquête de Jérusalem en passant par Karbala», reportages chocs sur l'apparition miraculeuse du 12^e Imam sur le front, décrets, *fetwas*, ordonnances légalisant le pillage des cadavres ennemis ou l'exécution sommaire des déserteurs se succéderont à un rythme d'enfer pendant toute la durée du conflit. Aux médias audiovisuels, l'honneur d'organiser des concours pour l'élue de l'Imam: celle qui procréa en nombre d'éternels soldats et les offre sans rechigner à la Jihad.

La grande terreur (1981-1988)

À partir de juin 1981, Khomeyni légalise par une *fetwa* l'exécution sommaire de tout individu – ou groupe – soupçonné de commerce avec les «hérétiques terroristes», c'est-à-dire les partis gauchistes d'idéologie marxiste et les Moudjahédines du peuple, progressistes islamistes. Être en possession d'une feuille clandestine équivaut alors à un arrêt de mort. Les médias couvrent, avec un luxe de détails aussi sordides les uns que les autres, l'arrestation et l'exécution en pleine rue de centaines de milliers de jeunes. La

censure, alors totale, couvre toutes les sphères de la vie publique, artistique mais aussi privée. «L'islam s'occupe de l'être humain de la conception à la mort et ceux qui s'y opposent seront broyés», dit Khomeyni.

Programme clair, payant en Iran, il est doublé d'une volonté d'application extra-muros. Grâce aux réseaux Hezbollah du Moyen-Orient, d'Asie et d'Afrique, dotés de la logistique nécessaire (imprimeries, antennes audiovisuelles, etc.), la République islamique tisse la toile d'araignée médiatico-culturelle. L'Internationale intégriste se met en marche sous le regard inconscient, sinon indifférent de l'Occident.

Le 24 février 1989, cinq mois après l'acceptation du cessez-le-feu imposé par l'Irak à l'Iran, Khomeyni condamne Rushdie et «ses complices» à la peine capitale pour délit d'opinion. (En fait, ni Rushdie, ni encore moins ses «complices», n'ont été condamnés par Khomeyni ou par un tribunal islamique habilité pour délit d'apostasie ou de blasphème. Lire à ce sujet l'article de l'ayatollah Gandjeih dans *Pour Rushdie*, Éditions La Découverte, Paris, 1991.)

Grâce à cette affaire qui est une déclaration de guerre idéologique à l'Occident et à ses suppôts, «traîtres arabo-musulmans», le front populisto-intégriste mondial se resserre derrière son guide et institutionnalise l'inquisition extra-muros. «Repenti voire transformé en ascète, Rushdie doit mourir», répétait Khomeyni pour bien signifier que la *fetwa* resterait irrévocable au-delà de sa mort et tant que survivra le khomeynisme. Depuis, les médias iraniens martèlent le mot d'ordre de la «terreur sacrée» et la prime de 3 000 000 \$ pour les «vaillants musulmans de par le monde». Publicités racoleuses pour le recrutement de volontaires et éditoriaux hystériques réclamant le cadavre de Rushdie complètent le tableau. Impuissant, le monde assiste aux assassinats de traducteurs, d'intellectuels et d'écrivains à travers le monde et tout particulièrement dans les pays islamiques.

L'après-Khomeyni: faux espoirs

Assisté par son frère à la tête de la radio-télévision et d'un ministre dit *modéré* aux commandes de l'information et de la culture, Rafsandjani jure vouloir changer de politique culturelle. Présence d'artistes iraniens au Festival d'Avignon 1991, floraison de nouveaux journaux et apparition timide de quelques programmes *anti-islamiques* à la télévision sont des signes trompeurs de cette volonté déclarée au grand dam des *durs* hurlant aussitôt à l'*invasion culturelle occidentale*.

Aussi, le ciel de Téhéran et de quelques grandes villes se couvre-t-il d'antennes paraboliques sans pour autant attirer la foudre des gardiens des mœurs, les pires zélés du régime. Des projets de loi annoncent la libéralisation prochaine du commerce d'appareils et de films vidéos, alors que les mosquées se transforment en salles de projection de films pédagogiques!

Le «laxisme» du gouvernement, à défaut d'une législation digne de ce nom, est interprété à tort comme une volonté d'ouverture. Depuis la disparition de Khomeyni, autorité suprême et ciment du pouvoir, la nature féodale du régime se fait sentir de façon cuisante. La guerre de succession sévit, via les organes

de presse notamment, au sein des instances dirigeantes. Menaces, délations, intimidations, les règles d'or médiatiques sont à présent employées mais à usage «interne». *Salam*, le quotidien dit de l'opposition interne et adversaire convaincu de Rafsandjani, se révèle champion en la matière.

Avec l'échec du mandat de Rafsandjani et le retour en force des «durs» en 1992-1993, plusieurs revues sont suspendues, d'autres interdites de parution. La censure frappe de plein fouet sous différents prétextes: Logo tendancieusement anti voile islamique (*Gardoun*), caricature ressemblant vaguement à Khomeyni (*Farad*), etc. Écroué, le dessinateur de *Farad* est condamné à 10 ans de prison ferme. Des bombes explosent dans les sièges de la presse dont celui de la revue *Sokhan* et du quotidien *Ettela'at*, gouvernemental pro-Rafsandjani. Le peuple hezbollah attaque à jets de pierres des quotidiens gouvernementaux dont le *Keyhan*. Des directeurs de journaux, dont Mehdi Nassiri du *Keyhan* et Abbas Abdi de *Salam*, sont arrêtés pour des vétilles et libérés sous caution. Les subventions en papier ne sont plus proportionnelles au tirage, mais à la qualité des reportages! La censure devient féroce. Les manuscrits «s'égarer». Les scénarios de films sont refusés. Les parlementaires proposent la peine capitale pour les «trafiquants» de films vidéos, arrêtés par centaines au même titre que ceux de la drogue.

Contre l'invasion culturelle occidentale

L'année 1994 marque le début d'une nouvelle offensive: le directeur de la radio-télévision est limogé, le ministre de l'Orientation islamique démissionnaire. Le clan Rafsandjani est définitivement écarté. Obnubilés par l'idée de «l'invasion culturelle occidentale», les Mollahs se lancent dans la guerre des ondes.

L'Iran reçoit plus de 129 chaînes par satellites et, eu égard à l'évolution rapide des techniques utilisées, et bien que les diatribes de ceux qui veulent arracher les quelques 50 000 antennes paraboliques, comme les mauvaises herbes, semblent dérisoires, même si le régime vient récemment de décréter illégale l'utilisation d'antennes paraboliques en Iran. Plus inquiétante est la contre-attaque de ceux qui veulent utiliser les moyens de communication, véhicules d'idées, pour exporter leurs valeurs islamiques. D'ores et déjà, l'instauration de Radio-Sarajevo, sous l'égide de Radio-Téhéran et au service de la politique propagandiste des dirigeants iraniens, fait craindre le pire pour une population par trop martyrisée. Dans une région meurtrie par des guerres ethniques, ceux qui se targuent d'être les uniques défenseurs des musulmans du monde et veulent à tout prix donner des allures de croisade au drame bosniaque, deviennent d'autant plus dangereux à la tête de médias incontrôlables.

Face aux événements iraniens en général et à la liberté d'expression en particulier, l'Occident des politiques reste étrangement muet. L'affaire Rushdie dure depuis cinq ans. La prise d'otages parmi les intellectuels, les assassinats d'écrivains sont devenus des faits divers banalisés. Les médias de l'Occident semblent suivre leurs politiciens. Amnésique face au drame bosniaque, démissionnaire devant l'intolérable intégrisme, hypocrite et mauvais calculateur dans les deux cas et dans bien d'autres, l'Occident attendrait-il, malgré lui, les invasions barbares. Attention à ce danger qui se profile à l'horizon: par le support des ondes ou à dos de chameau, les Mollahs s'incrument là où ils débarquent ■

«Par le support
des ondes ou
à dos de chameau,
les Mollahs
s'incrument
là où
ils débarquent.»